

# Quelques indicateurs comparés des conjonctures française et allemande en 1995

Stéphane Calviac  
Georges Consalès

Division "Synthèse conjoncturelle"

Bruno Tissot

Direction de la Prévision

*La comparaison des résultats des enquêtes de conjoncture en France et en Allemagne montre une détérioration simultanée de l'activité industrielle dans les deux pays. Cependant, les statistiques quantitatives récemment publiées des deux côtés du Rhin semblent au contraire indiquer des divergences sensibles. Les différences de méthode, que l'on décrit ici sur quelques données importantes, expliquent cette contradiction. Les évolutions corrigées montrent la similitude des conjonctures française et allemande. Ce résultat (attendu) tend à confirmer la forte interdépendance des deux économies.*

L'observation de la conjoncture allemande et la comparaison avec la situation française sont des passages obligés de l'analyse économique. L'unification allemande a créé, au début des années 90, une situation économique très particulière outre-Rhin, même si elle a eu aussi des effets marqués d'entraînement pour toute l'économie européenne.

Toutefois, pendant la récession de 1993 et la vigoureuse reprise de 1994, les conjonctures française et allemande semblaient épouser les mêmes inflexions. Au premier semestre de 1995, les données statistiques les plus en usage suggèrent une évolution différente de l'activité en France et en Allemagne. Ainsi, la croissance aurait décéléré en France, avec un deuxième trimestre particulièrement décevant; en Allemagne, elle aurait au contraire enregistré un rebond, après une pause au premier trimestre.

Les mêmes évolutions divergentes se retrouvent au niveau de la production industrielle. Deux autres phénomènes sont venus obscurcir encore le diagnostic formulé sur l'activité réelle. D'une part, l'inflation paraissait plutôt élevée outre-Rhin, en tous cas nettement supérieure à son niveau en France. D'autre part, le BTP a joué un rôle particulier en Allemagne, en raison notamment du boom consécutif à la réunification.

## Le nouvel indice du coût de la vie allemand décrit une décélération des prix plus rapide

De la mi-1991 à juillet 1995, l'inflation a été moins élevée en France qu'en Allemagne de l'Ouest<sup>(1)</sup>. La forte demande induite outre-Rhin par la réunification avait provoqué en 1991 une nette accélération des prix (4,2% après 2,8% en 1990 d'après l'ancien indice) alors que, dans le même temps, le glissement annuel des prix à la consommation se repliait en France (3,1% après 3,4%). La hausse des prix est restée soutenue en Allemagne (3,7% en 1992 et en 1993), en particulier à cause du relèvement d'un point à 15% du taux normal de la TVA en janvier 1993. En France, au contraire, les prix ont nettement décéléré en 1992 (1,9% en glissement annuel en décembre) avant de remonter légèrement en 1993. A la suite de la période de récession commune, les prix à la consommation ont décéléré en France et en Allemagne (respectivement 1,6% et 2,7% en fin 1994).

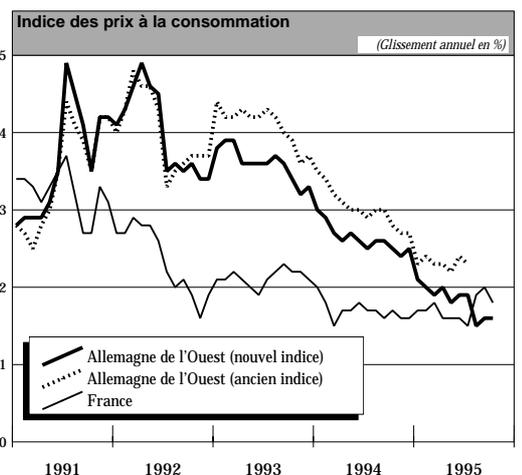
Cependant, la mesure de l'écart d'inflation (différence entre les glissements annuels) est fortement biaisée par les divergences de méthodologie entre les indices des prix à la consommation français et allemand. D'après une étude portant sur les années 1992 et 1993<sup>(2)</sup>, ces différences auraient

(1) Il sera toujours fait référence à l'Allemagne de l'Ouest dans cette partie traitant de l'inflation.

(2) Cf. W. Buchwald et A. Saglio, "Des indices de prix à la consommation plus comparables entre la France et la RFA", *Economie et Statistique*, n° 275-276.

La mise en place du nouvel indice allemand n'a pas modifié le sens de l'écart d'inflation entre les deux pays sur le passé, mais son amplitude à partir de janvier 1993. Le maximum de l'écart n'aurait pas été atteint au premier semestre de 1993 mais en avril 1992. Par la suite, il serait resté négatif mais inférieur en valeur absolue à ce qu'il était selon l'ancien indice.

Sources : INSEE, Office fédéral de la statistique



## La révision de l'indice des prix explique en grande partie le recul de l'inflation ouest-allemande

Jusqu'à présent exprimé en base 1985, l'indice des prix ouest-allemand l'est depuis l'automne 1995 en base 1991. Cela a conduit à une révision en baisse de presque un demi point du niveau d'inflation, en raison de l'actualisation de la composition du panier de consommation et surtout de l'application de nouveaux concepts statistiques.

L'Allemagne dispose d'un indice du coût de la vie dit de "Laspeyres simple", si bien que le panier de référence reste inchangé durant plusieurs années<sup>(1)</sup>. En 1995, il a été actualisé, comme environ tous les cinq ans. Ainsi, certains produits ont-ils été remplacés, enlevés ou nouvellement introduits. Parallèlement, le poids de chacun d'eux a évolué. En règle générale, cette actualisation de l'indice donne lieu à une révision en légère baisse de l'inflation. En effet, les produits dont le prix a le plus augmenté voient en général leur pondération relative diminuer car ils sont souvent de moins en moins demandés. Néanmoins, les biens et les services ne sont pas toujours substituables. Par exemple, on assiste tendanciellement à une augmentation du poids relatif des loyers et donc à un effet à la hausse sur l'indice global car les loyers augmentent plus vite que les autres prix outre-Rhin.

Outre cette révision classique du panier de référence, des modifications méthodologiques ont été apportées en 1995. Au premier chef, le poids dans l'indice global du poste des assurances a été divisé par trois : il est désormais calculé en fonction des primes nettes des remboursements pour sinistres. L'effet sur l'indice global est d'autant plus marqué que la fiscalité sur les produits d'assurance a été très souvent relevée ces dernières années, et que ce poste augmente bien plus fortement que le coût de la vie. Deux autres changements méthodologiques ont eu un impact non négligeable. L'introduction du concept "intérieur" vise à prendre en compte les achats effectués par les touristes étrangers en Allemagne. Le prix des voyages organisés est mesuré à la date du voyage, et non plus à celle de la réservation. Cette modification se traduit par une saisonnalité des prix bien plus

marquée. Elle n'a cependant qu'un impact limité sur l'évolution de l'indice d'ensemble au regard du faible poids de ce poste.

Au total, le changement méthodologique sur les assurances est l'explication majeure de l'importante révision de la mesure de l'inflation. Pour le dernier mois (juillet 1995) pour lequel on dispose à la fois de la nouvelle et de l'ancienne série des prix à l'Ouest, le glissement annuel des prix a été révisé de 2,3 % à 1,9 %. Cette baisse de 0,4 point est imputable à 60 % à la modification du traitement des assurances.

Il subsiste encore des différences de méthodologie importantes entre les indices allemand et français :

- certains services sont observés en Allemagne et non en France : les loyers fictifs des propriétaires occupant leur logement, les assurances, les frais d'hospitalisation, la vignette automobile, les services juridiques et domestiques, ...
- les pondérations de l'indice sont mises à jour tous les ans en France mais ne sont modifiées en Allemagne que tous les cinq ou six ans, à l'occasion du changement de base.

Dans un proche avenir, tous les pays européens vont publier, en plus de leur indice national, un indice harmonisé rendant les comparaisons d'inflation plus aisées. En particulier, il est à peu près sûr que le poste "loyers fictifs des propriétaires occupants" ne sera pas inclus dans l'indice harmonisé allemand. La part relative du loyer serait divisée par deux par rapport à l'indice national. La comparaison avec la France qui n'inclut pas les loyers fictifs dans son indice en sera grandement facilitée. Cela devrait, toutes choses égales par ailleurs, se traduire par une nouvelle révision en baisse de l'inflation allemande.

(1) L'Allemagne procède comme la majorité des pays européens, alors que la France et le Royaume-Uni élaborent un indice de Laspeyres "chaîné" i.e. avec une modification annuelle des pondérations de l'indice.

majoré l'écart d'inflation France-Allemagne de 0,8 point. En août 1995, la méthodologie de l'indicateur allemand a été modifiée et la nouvelle série a été rétropolée jusqu'en janvier 1991. Ces nouveautés méthodologiques ont changé l'appréciation des performances en matière d'inflation en Allemagne, en particulier en minorant l'effet des nombreux relèvements de taxes sur les assurances à partir de 1993. Ainsi, les évolutions des indices français et allemand se sont-elles rapprochées.

En juillet 1995, avec ce nouvel indice allemand, l'écart d'inflation n'était que de 0,4 point en faveur de la France, soit deux fois moins qu'avec l'ancienne mesure. Puis, en août 1995, l'écart est devenu favorable à l'Allemagne de 0,4 point à la suite du relèvement du taux normal de la TVA en France (de 18,6% à

20,6%), qui a provoqué une remontée du glissement annuel des prix à la consommation de 1,5% en juillet à 1,9% en août. Sans l'impact de la TVA, il est probable que les rythmes d'évolution dans les deux pays auraient été analogues. En octobre, l'écart d'inflation, toujours marqué par les effets de la hausse de la TVA française, s'est réduit pour n'être plus que de 0,2 point en faveur de l'Allemagne de l'Ouest.

D'ici la fin du premier semestre de 1996, l'inflation devrait rester faible dans les deux pays, les écarts au PIB tendanciel demeurant négatifs (cf. dossier Note de Conjoncture de juillet 1995). L'écart d'inflation, à méthodologies et à fiscalités inchangées, devrait demeurer proche de zéro, avec une demande intérieure plus vigoureuse en Allemagne et la

poursuite de la diffusion des effets du relèvement du taux normal de la TVA de 1995 en France.

### Des évolutions défavorables dans le BTP en France et en Allemagne

#### L'unification allemande a massivement dynamisé le BTP

Depuis la fin des années 1980, l'investissement en BTP a soutenu notablement la croissance outre-Rhin. En effet, les fortes vagues d'immigration des pays de l'Est puis l'unification du pays ont créé une relance massive de la construction. La progression a été la plus importante dans le secteur du logement, les réalisations étant passées de 330 000 unités en 1991 à 570 000 en 1994. A

### Le système statistique outre-Rhin, déjà complexe, a été profondément perturbé en 1995

En Allemagne, l'Office fédéral de la statistique consacre l'essentiel de son activité à l'élaboration de données quantitatives, par exemple dans le domaine des prix, de la population, de la comptabilité nationale, etc. Il élabore aussi des indicateurs avancés de l'activité, comme l'indice de la production industrielle disponible avec un délai assez bref (environ un mois) et la situation des entrées de commandes. En revanche, c'est un institut indépendant, l'IFO de Munich, qui réalise les enquêtes de conjoncture auprès des industriels ou des commerçants. Enfin, les statistiques sur le marché du travail sont élaborées par l'Office fédéral du travail de Nuremberg.

La Bundesbank assure la diffusion de statistiques sur les échanges extérieurs, les changes, les marchés des capitaux et le système bancaire. Elle exerce aussi *de facto* un rôle fédérateur dans le dispositif d'observation conjoncturelle outre-Rhin. Elle publie en effet des séries statistiques harmonisées qu'elle retraite elle-même. Elle présente ainsi les comptes trimestriels de l'Office fédéral auxquels elle applique sa propre correction de variations saisonnières et de jours ouvrables (corrections dites cvs-cjo). La majorité des observateurs utilise ses travaux, et notamment le ministère de l'économie.

En fait, le système d'observation conjoncturelle allemand s'avère passablement complexe. Certes, la multiplicité des intervenants permet l'existence de débats économiques riches. En particulier, entre les six principaux instituts (IFO, DIW, IFW, Halle, WSI et HWWA) qui publient deux fois par an des prévisions communes. Cela peut aussi engendrer une certaine confusion. Ainsi, les comptes trimestriels existent en plusieurs versions : "façon Bundesbank" (avec une désaisonnalisation

cvs-cjo propre des séries de l'Office fédéral), ou "méthode Census" (séries cvs de l'Office fédéral de la statistique) ou bien encore "méthode de Berlin" (Office fédéral ainsi que DIW). Les interprétations qui en résultent peuvent s'avérer contradictoires.

En 1995, une rénovation des statistiques de grande ampleur est venue perturber cet équilibre. Une nouvelle classification des activités économiques a été adoptée dans un souci d'harmonisation européenne. En même temps, des séries pan-allemandes ont été confectionnées, en gardant parfois un découpage Est/Ouest. Mais les comptes trimestriels n'existent plus que pour l'ensemble de l'Allemagne <sup>(1)</sup>. Le peu de données rétrospectives sur les anciens Länder affecte la fiabilité des désaisonnalisations opérées.

Au total, 1995 aura connu une forte perturbation des statistiques allemandes. C'est particulièrement vrai pour les séries de production industrielle et d'entrées de commandes, qui présentent une véritable discontinuité en janvier de cette année : toute comparaison avec la période précédente est, selon la Bundesbank, "perturbée". D'autres séries, notamment dans le commerce, sont presque un an après, indisponibles. En conséquence, la lisibilité de la conjoncture allemande est, en 1995, particulièrement problématique. Il n'est pas exclu que cette forte incertitude n'ait, *in fine*, rejailli défavorablement sur la confiance des agents économiques.

(1) Il devient en effet de plus en plus ardu de séparer anciens et nouveaux Länder. Cela exige, par exemple, six ans après la chute du mur, de traiter séparément Berlin Ouest et Berlin Est...

l'Ouest, l'afflux d'immigrants n'a fait qu'accroître les tensions sur le marché du logement. En revanche, les investissements en infrastructures ont souffert d'un effet d'éviction au profit des nouveaux Länder. A l'Est, le secteur de la construction a connu des progressions spectaculaires tant en logements qu'en infrastructures. Pour l'Allemagne réunifiée, l'investissement en BTP a crû de 19% de 1991 à 1994, soit cinq fois plus que le PIB.

### Le recul du BTP au début de 1995 a fortement contribué au fléchissement de la croissance

Mais des mesures fiscales prises en faveur de la construction, en particulier certaines déductions d'impôts au titre des intérêts d'emprunts, ont été suspendues à la fin de 1994. Ceci a provoqué une forte progression de l'investissement en construction avant cette date et surtout au dernier trimestre de 1994 (de plus de 10% en glissement annuel) et une dégradation au début de 1995. Cette détérioration de l'investissement en BTP peut expliquer le fléchissement de la croissance en Allemagne au début de 1995. En glissement annuel (données cvs-cjo), le PIB pan-allemand n'a progressé que de 2,6% contre 3,7% au quatrième trimestre de 1995 ; hors contribution du BTP, la croissance est en fait restée plutôt stable, à légèrement plus de 2,5% en glissement annuel. Cependant, les permis de construire accordés en 1994 ont si fortement progressé que, selon l'Of-

fice fédéral de la statistique, ils devraient entraîner pour l'ensemble de 1995, la construction de presque 600 000 logements.

### Les prévisions à la baisse s'expliquent aussi par des facteurs structurels, comme en France

En Allemagne, en 1996, la rigueur accrue des finances publiques devrait peser sur les projets d'infrastructures. Surtout, le régime fiscal sera encore moins avantageux dès l'an prochain : le taux d'amortissement des investissements en bâtiments sera nettement réduit dans les nouveaux Länder. De plus, au terme de la réforme de la politique du logement, les aides pour l'accession à la propriété resteront d'un même montant, mais les ménages à faibles revenus et les familles seront davantage favorisés début 1996. L'effet sur la construction semble incertain. Quoiqu'il en soit, le fort recul des autorisations de construire depuis le début de 1995 devrait être défavorable au secteur du BTP et à la croissance allemande en 1996.

En France, la situation du BTP est, depuis quelques trimestres, aussi médiocre. Dans le bâtiment, le volume des carnets de commandes est en forte diminution depuis l'été 1994 après un bon rétablissement dans la période de reprise. Après un rebond en 1994, les marchés conclus en travaux publics marquent, en francs constants, une tendance à la baisse. Les autorisations de construire des

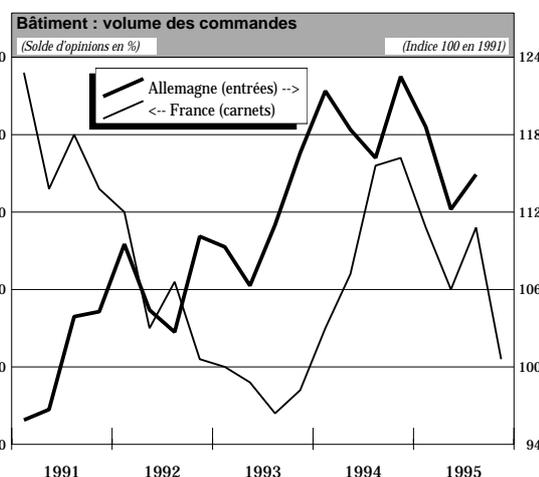
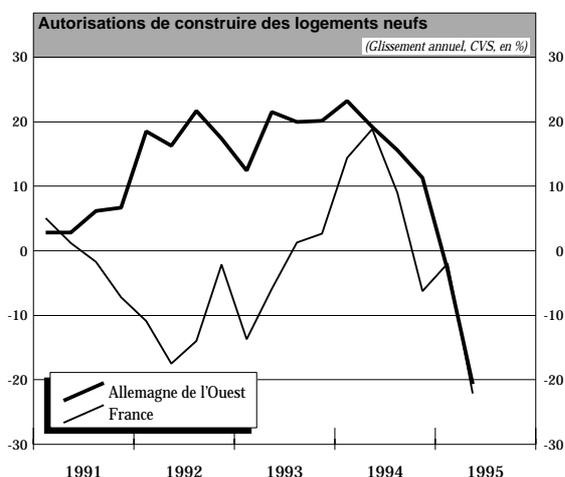
logements neufs, après avoir fortement augmenté pendant toute l'année 1993, ont fortement chuté depuis la mi-1994. Depuis plusieurs mois, le nombre de logements commencés s'est ainsi stabilisé au niveau de 25 000 unités par mois. Le secteur le plus touché reste le collectif tandis que le logement individuel est, jusqu'à présent, relativement épargné. Seuls quelques compartiments du non résidentiel, bâtiments agricoles et industriels, sont bien orientés. L'instauration d'un prêt à taux zéro devrait aussi stimuler les ventes de logements neufs.

Dans ces conditions, le secteur du BTP ne pourrait pas compter, en France comme en Allemagne, parmi les secteurs dynamiques en 1995 et 1996.

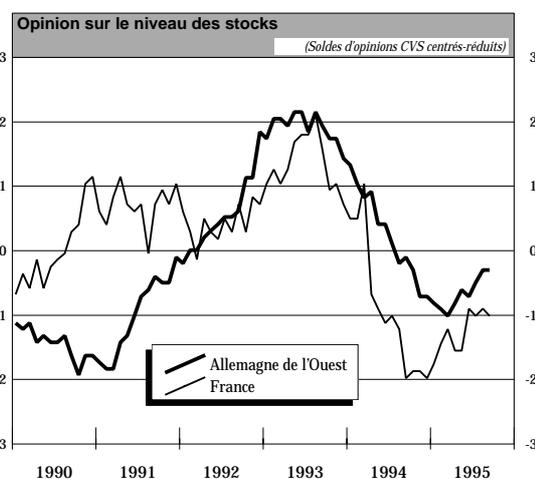
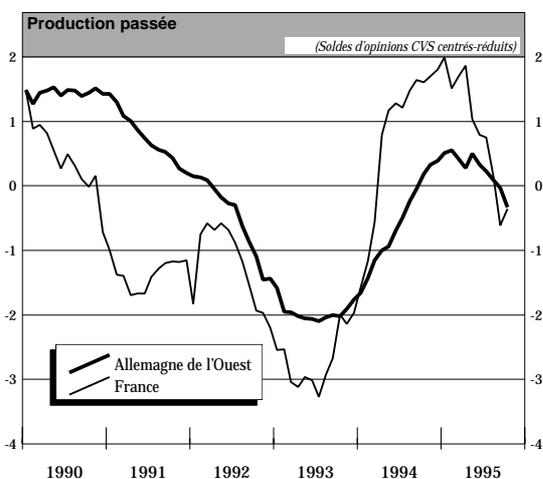
### Une situation industrielle plus analogue entre l'Allemagne et la France qu'il n'y paraît

### L'activité industrielle allemande serait restée soutenue au début de 1995

Les productions industrielles française et allemande ont connu aussi des conjonctures différentes au début des années 90, toujours en raison des effets de la réunification. Mesuré au travers des indices de production respectifs, le secteur manufacturier en France était en recul à partir de la fin de 1990 tandis que l'industrie manu-



## Enquêtes de conjoncture dans l'industrie manufacturière en Allemagne (Ouest) et en France



Source : Enquêtes de conjoncture européennes

**Malgré la transformation en centré-réduit des soldes d'opinion, il faut se garder d'interpréter les écarts en niveau des courbes présentées qui peuvent tenir aussi bien à des différences dans le comportement des enquêtés, le traitement des enquêtes, etc...**

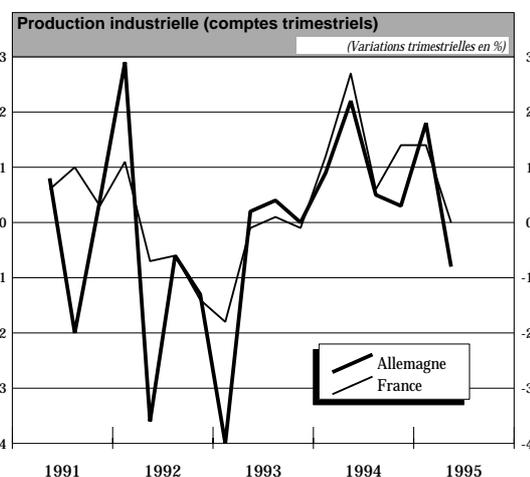
facturière ouest-allemande progressait encore au début 1992. Mais, après la récession européenne de la fin 1992, la forte reprise des deux économies semblait adopter des inflexions communes, en particulier dans l'industrie.

En janvier 1995, la rénovation des séries statistiques outre-Rhin a amené des révisions du mode de calcul de la production industrielle. Si l'on raccorde directement les nouveaux chiffres à ceux de l'année 1994, l'indice de la production manufacturière allemande, présenté en cvs<sup>(3)</sup>, aurait chuté au premier trimestre de 1995.

Cette information est contradictoire avec les résultats des enquêtes de conjoncture de l'IFO. Selon les soldes d'opinions des entreprises ouest-allemandes, l'activité industrielle reste à un haut niveau à cette période et les taux d'utilisation des capacités productives, qui avaient dépassé leur moyenne historique en fin 1994, augmentent encore jusqu'à l'été. La comparaison, faite avec des résultats

centrés et réduits des enquêtes de conjoncture française et allemande<sup>(4)</sup> montre que si la reprise industrielle semble avoir été plus vigoureuse en 1994 en France, le mouvement de reconstitution des stocks a soutenu l'activité industrielle en Allemagne jusqu'au début de 1995. Enfin, le calendrier de 1995 contient un premier trimestre particulièrement riche en jours ouvrables qui devrait augmenter tout indicateur cvs comme l'IPI allemand.

Un essai d'étalonnage à l'aide des résultats d'enquêtes IFO (cf. encadré) et avec un calcul encore grossier des effets du calendrier allemand<sup>(5)</sup> décrit plutôt une bonne performance de la production manufacturière au premier trimestre, suivie d'un ralentissement. Cette pointe du premier trimestre et le ralentissement au printemps se retrouvent aussi dans les évaluations des comptes trimestriels cvs de l'Office fédéral, qui concernent toute l'Allemagne, et non seule-



Source : INSEE, Office fédéral de la statistique (méthode CVS - CENSUS)

(3) L'IPI est publié en cvs-cjo en France.  
 (4) Informations Rapides de l'INSEE, Enquêtes Européennes Mensuelles de Conjoncture.  
 (5) Malheureusement, la comptabilisation des jours ouvrables, différents suivant les Länder, complique toute extrapolation de l'ancien IPI allemand.

## Quelques indicateurs comparés des conjonctures française et allemande en 1995

### Comptabilités trimestrielles allemande et française

	1994				1995	
	1 <sup>er</sup> T.	2 <sup>e</sup> T.	3 <sup>e</sup> T.	4 <sup>e</sup> T.	1 <sup>er</sup> T.	2 <sup>e</sup> T.
Bundesbank (cvs-cjo)	1,2	1,2	0,6	0,6	0,2	1,1
Office fédéral (cvs-méthode "Census")	1,0	1,0	0,6	0,3	1,0	0,3
Office fédéral (cvs-méthode de Berlin)	1,3	0,7	0,6	0,6	0,8	0,2
INSEE (cvs)	0,8	1,5	1,0	1,0	0,7	0,2

### Comparaison des composantes des PIB allemand et français

	1994				1995	
	1 <sup>er</sup> T.	2 <sup>e</sup> T.	3 <sup>e</sup> T.	4 <sup>e</sup> T.	1 <sup>er</sup> T.	2 <sup>e</sup> T.
<b>ALLEMAGNE *</b>						
PIB	1,0	1,0	0,6	0,3	1,0	0,3
Consommation des ménages	-0,2	-0,4	0,6	0,0	0,5	1,4
FBCF	2,2	0,9	1,0	2,7	-0,3	-1,1
Exportations	2,0	6,0	-2,6	1,0	2,1	1,3
Importations	2,0	2,5	1,2	1,7	-0,2	-0,2
<b>FRANCE</b>						
PIB	0,8	1,5	1,0	1,0	0,7	0,2
Consommation des ménages	0,0	0,8	0,6	0,3	0,3	1,4
FBCF	0,0	1,5	1,9	1,2	0,6	-1,4
Exportations	-0,7	3,7	1,7	2,8	2,6	0,4
Importations	3,8	1,8	1,8	2,6	0,8	-0,3

(\*) Office fédéral, méthode Census. L'Office publie par ailleurs des données relatives aux Länder de l'Ouest et de l'Est.

ment les Länder de l'Ouest, et dont la nomenclature ne distingue que l'industrie au sens large (manufacturier + IAA). Le graphique ci-contre des séries correspondantes suffit à prouver le rapprochement des situations industrielles.

#### Des effets de calendrier non négligeables sur la conjoncture européenne en 1995

La comparaison des conjonctures de 1995 entre la France et l'Allemagne s'avère tout aussi délicate au travers des agrégats macro-économiques si l'on ne prend garde aux différences de méthodologie.

En Allemagne, suivant les comptes trimestriels cvs-cjo publiés par la Bundesbank qui sont ceux les plus utilisés outre-Rhin, une pause de l'activité se serait produite au premier trimestre avec un fort recul de l'investissement et des échanges extérieurs et aurait précédé un rebond au deuxième grâce au dynamisme de la demande. Par contre, les comptes trimestriels cvs offrent une évolution plus en ligne avec les enquêtes de conjoncture de l'IFO sur l'industrie,

la construction et le commerce et plus comparable avec le profil, sur la même période, de la croissance des comptes trimestriels français, calculés aussi cvs. Le tableau ci-dessus permet, en outre, de calculer la correction cjo appliquée dans les statistiques allemandes (-0,8% au premier trimestre, +0,8% au deuxième). Ces fortes corrections soulignent la nécessité d'utiliser, dans les comparaisons internationales, les données les plus comparables mais aussi le danger de rapprocher sans précaution des statistiques allemandes cvs et cvs-cjo, tout au moins pour les premiers trimestres de 1995.

Même si les comptes trimestriels représentent un instrument de mesure très complexe et dont les chiffres peuvent souvent varier en fonction des informations de base, la comparaison des évolutions des agrégats allemands et français<sup>(6)</sup> permet de dégager des nuances au diagnostic conjoncturel commun :

- Le PIB allemand accélère encore au début de l'année. En France, il commence à ralentir de rythme et la contribution des stocks devient négative.

- En France, la demande extérieure stagne au deuxième trimestre et le rebond de la consommation qui profite largement à la construction automobile, n'est que provisoire. En Allemagne, la demande des ménages est fortement stimulée par les augmentations salariales du printemps et devrait l'être encore à l'automne.

- Dans les deux pays, le recul de l'investissement affecte, en grande partie, la construction et les travaux publics. Au deuxième trimestre, on constate aussi une dégradation de la FBCF en équipement. De leur côté, les industriels français et allemands déclarent des évolutions de leur investissement en fort progrès (12 à 13% pour l'année aux enquêtes d'octobre 1995). On peut penser qu'au contraire, les secteurs non-industriels (services, commerces et BTP), en France comme en Allemagne, ont beaucoup restreint le renouvellement de leurs équipements. ■

(6) On a choisi de faire une comparaison sur les comptes cvs. Il n'existe pas de comptes français en cvs-cjo. Les comptes allemands sont ceux issus de la méthode Census (source : document de travail du Statistisches Bundesamt Wiesbaden intitulé "Materialien zur Zeitreihenzerlegung").

## Un essai d'étalonnage de la production manufacturière en Allemagne

La procédure connue à l'INSEE sous le nom d'étalonnage consiste à tenter de prévoir un indicateur en l'occurrence un indice trimestriel de la production manufacturière à l'aide d'indicateurs qualitatifs ou quantitatifs en l'occurrence les soldes d'opinions issus des enquêtes de conjoncture réalisées chaque mois par l'INSEE, d'une part et par l'IFO d'autre part. L'intérêt d'une telle procédure est de bénéficier de l'extrême rapidité de la disponibilité des résultats des enquêtes de conjoncture (trois semaines après le début de l'enquête, soit avant la fin du mois de référence) pour prévoir pour le trimestre suivant l'indice de la production industrielle dans le secteur manufacturier. Pour la France, l'agrégat prévu est la production manufacturière des comptes trimestriels alors que pour l'Allemagne de l'Ouest il s'agit de l'indice trimestrialisé de la production manufacturière. Les équations de prévision sont les suivantes :

$$\begin{aligned} \text{France : } GTP &= 1,06 + 0,99.DCJO + 0,06.TDEPA_{-1} \\ &\quad - 0,02.TPXP_{-2} - 0,03.TPPA_{-2} \\ \bar{R}^2 &= 0,67 \quad DW = 2,29 \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} \text{Allemagne : } GAP &= -0,17.DCJO + 0,19.CARN_{-1} \\ &\quad + 0,15.PPRI_{-1} - 0,010.STOCKS_{-2} + 0,16.DCARN_{-3} \\ \bar{R}^2 &= 0,91 \quad DW = 2,05 \end{aligned}$$

avec : pour la France, *GTP* le glissement trimestriel de la production, *DCJO* un coefficient correcteur des effets de jours ouvrables, *TDEPA* la tendance passée de la demande étrangère, *TPXP* la tendance passée des prix et *TPPA* la tendance passée de la production ; pour l'Allemagne, *GAP* le glissement annuel de la production, *DCJO* un indicateur de coefficient correcteur des effets de jours ouvrables, *CARN* l'opinion sur les carnets de commandes, *PPRI* les perspectives de prix, *STOCKS* l'opinion sur le niveau des stocks et *DCARN* la différence première de l'opinion sur les carnets. L'indice indique le nombre de retards de la variable considérée.

La prévision porte, pour l'Allemagne, sur le glissement annuel de la production manufacturière. Pour permettre une lecture plus commode, on en a déduit des glissements trimestriels.

La simulation décrit un prolongement de la reprise de 1994 jusqu'au premier trimestre puis un ralentissement au printemps. Ce profil conjoncturel s'observe aussi dans les résultats de l'étalonnage de la production manufacturière française.

Source : INSEE

